Numéro 132
Mardi
22 avril 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Municipalités d'Union de la gauche : début de notre enquête sur « les villes où ça va plutôt bien » avec Poitiers • Commerce extérieur : Deniau impute le déficit au pétrole parce qu'il a peur de son petit doigt • Social : semaine d'effervescence tous azimuts • Fonction publique : pour Barre, les fonctionnaires ont une tête de turc • Campagne d'information sur la Sécu

Le pouvoir politique et les affaires

La vérité et la justice

Les journalistes ne font que leur métier lorsqu'ils ont le courage de chercher la vérité et de la dire. C'est le langage que nous avons, ici, toujours tenu. Même lorsque la presse était accusée il n'y a pas si longtemps, là et même ailleurs, de rechercher les scandales, de manier l'insinuation et de cultiver la calomnie.

Les responsables politiques et les élus ne font eux aussi qu'accomplir leur mission lorsqu'ils vont à la recherche de la vérité. Avec les moyens que leur donne la loi.

D'ailleurs, avant que soit engagée une procédure parlementaire visant à tenter de faire la lumière sur la dernière des affaires troubles qui a surgi dans l'actualité - une fois de plus grâce à des journalistes : ceux du *Canard* - combien de déclarations et d'articles ont reproché aux hommes politiques de garder un silence que certains qualifiaient même de «complice» ?

Le Parti socialiste, pourtant, n'a pas perdu de temps, puisque c'est dans le premier quart d'heure de l'ouverture de la session parlementaire, le 2 avril vers 16 h.15, que Gaston Defferre a interpelé le gouvernement à ce sujet.

Les vraies responsabilités

Aussitôt, voici que les arguments par beaucoup sont retournés et que les socialistes qui poursuivent la logique de cette intervention par les voies de procédures constitutionnelles, se trouvent accusés de tentative de diversion, de basses manoeuvres et vivement priés de s'intéresser à autre chose. Comme l'a fait encore Jacques Chirac, dimanche dernier, devant le Comité Central du R.p.r.

Ainsi que le relevait François Mitterrand au Club de la Presse d'*Europe 1* : «si on ne dit rien... alors on est complaisant. Si on parle... alors on pourrit la société, on dégrade le système». Il est difficile de garder le «juste milieu».

Avant de porter jugement, il convient cependant de répondre d'abord à la question posée par le Premier secrétaire du P.s : «d'où vient donc le climat malsain ?». La responsabilité en incombe tout de même davantage à ceux qui mêlent la politique et les affaires, plutôt qu'à ceux qui veulent les démêler.

«M. Poniatowski s'est trouvé mêlé, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, à une affaire inquiétante, pour le moins douteuse, dans laquelle il y eu mort d'homme - peut être plusieurs morts d'hommes - qui pose le problème de l'honnêteté de l'Etat et qui pose aussi le problème des relations dans l'Etat entre le judiciaire et le politique». C'est tout, c'est beaucoup, mais ce n'est pas plus.

«Il n'y a pas lieu de considérer M. Poniatowski - a déclaré François Mitterrand - comme coupable. Il y a seulement lieu de considérer qu'il doit s'expliquer».

Comment et pourquoi s'opposer à cette exigence à propos d'un dossier bourré d'invraisemblances et de contradictions ? Dont la dernière résulte de l'examen de l'agenda de M. de Broglie révélant que le prince a été reçu deux fois à l'Elysée en 75 et en 76 et a eu de nombreux contacts avec le ministre de l'Intérieur pendant cette même période. Alors que M. Poniatowski jurait encore l'autre jour qu'il n'avait vu le député de l'Eure qu'une seule fois au cours des quatre années précédant son assassinat.

Tant de faits troublants justifient bien la commission parlementaire qui va être mise en place jeudi, sur la proposition du groupe socialiste. Reste à savoir si, une fois de plus, le pouvoir politique ne fera pas tout pour s'opposer à la vérité et à la justice.

Georges Fillioud

épinglé

« Il faut reconnaître qu'aucun homme sensé n'estime que Khomeiny vaut mieux que le Chah pour le peuple d'Iran et pour l'Occident. »
Richard Nixon - « Expliquez-vous ».

François Mitterrand au Club de la Presse

« La politique étrangère de Giscard est suiviste... et encore ! »

Après avoir évoqué à propos de la candidature socialiste, la mission dont sera investi un Président de la République socialiste : « faire, comme tout autre, respecter la Constitution dans sa lettre, vérifier que les usages n'ont pas dévié l'esprit de la Constitution, n'ont pas exagérément menti à sa lettre, faire que le Parlement retrouve sa fonction qui a aujourd'hui pratiquement disparu », François Mitterrand a abordé les « affaires de Broglie-Poniatowski (cf. éditorial) puis est revenu sur l'exploitation par l'Humanité de son discours de St-Domingue :

«Alors que certains Européens venaient de leur déclarer qu'il fallait qu'ils prennent garde au communisme international et, en particulier, au communisme que j'appellerai local, c'est-à-dire celui de Cuba, -j'avoue que j'ai été très étonné de cette préoccupation considérée comme majeure- j'ai fait porter mon développement sur le thème suivant : le mal dont vous souffrez, c'est l'exploitation des masses, c'est la formidable misère qui règne - 8% de la population de la République dominicaine détiennent la masse de tous les biens. - et ceux qui vous font souffrir, ce sont les oligarchies nationales et l'oligarchie internationale qui s'est développée sur le processus de développement du capitalisme.

«Si vous ne luttez pas d'abord contre la misère, l'exploitation et contre leurs origines, qui tiennent essentiellement au développement d'un système capitaliste reposant sur une couche extrêmement réduite de grande bourgeoisie terrienne, et aujourd'hui industrielle, il n'y aura plus qu'une solution, qui sera choisie par les masses : ce sera la solution cubaine, c'est-à-dire le communisme, et, le cas échéant, le communisme international. Si vous voulez couper à la racine le développement de ces aspirations, il faut considérer que la lutte contre l'exploitation capitaliste et les oligarchies constitue la priorité.

«Les communistes se scandalisent de ce qu'ils appellent le double langage, entre ce que je viens de dire et l'Union de la gauche. Mais le programme commun de gouvernement de la gauche n'était pas un programme

(suite en page 2)

ENQUÊTE

Municipalités de gauche

L'union est un combat

La période de vote des budgets municipaux est close. Elle est l'occasion pour le Parti communiste de mener une campagne sur la défense de l'Union par les élus communistes, face «aux pratiques autoritaires des élus socialistes».

Il semble que les dirigeants communistes n'aient pas approuvé le bilan que Marcel Debarge et la Fédération nationale des élus socialistes et républicains ont tracé de l'état de l'Union de la Gauche dans les municipalités. Il était trop favorable. Jugez en. Depuis 1977, il y a 387 villes d'Union de la gauche en activité, 215 à direction socialiste, 167 à direction communiste, 5 à direction M.r.g.

Au congrès d'Arras, en novembre dernier, les Elus socialistes avaient rappelé dans leur résolution finale que «plus que jamais, l'Union de la Gauche face à la droite est la seule stratégie efficace. Ils rappellent solennellement leur attachement aux principes de solidarité de gestion, base du contrat municipal».

Et, après avoir mené une enquête, Marcel Debarge avait prouvé que précisément cela marchait. Et plutôt bien.

D'ailleurs, *l'Humanité* nous en donne la preuve. Après avoir, on l'imagine, minutieusement fouillé dans le but de démontrer que «le P.s veut gouverner seul», elle n'a réussi à trouver que vingt cas dans lequels le P.c trouve à redire de l'état de l'Union. Vingt sur trois cent quatre vingt sept, soit 5%.

Encore faudrait-il revenir sur ces vingt cas, qui ne sont pas tous, tant s'en faut, à ranger dans la même catégorie.

Dans nos prochaines éditions nous les reprendrons un à un pour rétablir les raisons exactes des conflits qui y ont surgi.

Dans l'intervalle, nous pensons qu'il est logique de donner la parole à quelques uns des maires qui gèrent leurs communes avec un Conseil de l'Union de la Gauche, dans l'âpreté des discussions parfois, mais sans que le contrat municipal de 1977 ait à en souffrir.

Jacques Santrot à Poitiers

« Les grandes décisions sont prises à l'unanimité »

Voilà plus de trois ans qu'une liste d'union de la gauche a été élue à Poitiers. Faire un bilan, aujourd'hui, serait bien présomptueux ; simplement, il nous est possible de tirer quelques enseignements de cette première moitié de mandat.

Un constat, tout d'abord : la solidarité de gestion a été parfaitement respectée par l'ensemble des 37 conseillers municipaux constituant l'équipe municipale : les budgets successifs de la ville ont été votés à l'unanimité, l'ensemble des grandes décisions (urbanisme, transport, grands projets) ont été prises également à l'unanimité.

Ce constat ne permet pas de préjuger de l'avenir ; simplement il m'apparaît important de dire que « cette solidarité de gestion » n'a été possible que grâce à un respect absolu du programme municipal et une coordination permanente entre les différentes délégations des adjoints.

Cependant, cette solidarité de gestion n'a pas forcément indiqué à chaque fois une totale identité de vues entre les groupes politiques sur les méthodes d'actions et de fonctionnement. Dans ce cas, après discussion et échanges de vues, c'est la règle de la majorité qui a joué.

Constat sommaire, certes, mais qui traduit, je pense, mieux que tout autre commentaire « l'aspect généralement positif » de la municipalité d'union de la gauche à Poitiers. Cet aspect positif ne doit pas masquer la volonté de division de la direction du Parti communiste.

En effet, à Poitiers comme dans beaucoup d'autres villes, il ne se passe pas une semaine sans que la direction départementale du Parti communiste critique l'action des élus socialistes et par là même l'action de la municipalité d'Union de la gauche.

Ici, il faudra bien qu'un jour le Parti communiste s'explique sur ce double langage. En tout état de cause, je pense que ce problème grave devra nécessairement être abordé à l'occasion de prochaines échéances. En effet, si ce double langage devait se poursuivre, c'est la solidarité de gestion qui serait remise elle-même en question.

Jacques Santrot
député, maire de Poitiers

François Mitterrand au Club de la Presse

(suite de la première page)

communiste ! L'erreur des dirigeants du parti communiste, c'est de l'avoir cru et d'avoir cru que ce serait, pour eux, un moyen de contraindre les socialistes à se rallier, le sachant, ou ne le sachant pas, à un système de caractère communiste. Lorsque nous nous sommes rendus compte que telle était bien l'intention, nous l'avons refusé. Voilà, c'est tout.

«Vous comprendrez cependant que nous souhaitons l'union de la gauche avec tous les travailleurs qui votent communiste, qui ont choisi le parti communiste de préférence au parti socialiste, parce que nous voulons le rassemblement populaire. Toutefois, ce ne sera jamais au prix de consentir à l'établissement en France d'une société communiste telle que nous les connaissons.»

François Mitterrand a ensuite évoqué la situation économique et les promesses non tenues par le Président de la République, avant de répondre aux questions de politique internationale :

«En ce qui concerne le comportement du Président Carter avec les Européens par rapport à la situation de l'Afghanistan, à la situation de l'Iran et au déroulement des affaires aujourd'hui, qui conduit à ce qu'on peut appeler la fin de la détente, je pense que M. Carter est un homme de bonne volonté qui n'a pas suffisamment de continuité dans ses desseins, du moins dans sa politique, et que cette politique en dents de scie a de quoi désorienter ses partenaires, et ce d'autant plus qu'il est entré en campagne électorale, que s'y ajoutent les intérêts particuliers de sa personne et de son parti, de telle sorte qu'on distingue assez mal la frontière entre les intérêts généraux du monde, y compris lorsqu'ils sont représentés par les Etats-Unis d'Amérique, et les intérêts particuliers d'une équipe politique.

«Une mauvaise habitude a été prise par les Etats-Unis d'Amérique, celle d'agir, exerçant le leadership du camp occidental, de telle sorte qu'ils avaient perdu l'habitude de consulter en temps utile leurs alliés sur des affaires d'importance. Rappelez vous l'affaire d'Indochine, celle du Cambodge. Bref, une diplomatie maitresse, se jugeant souveraine et laissant à la traine les alliés dont on réclame aujourd'hui l'assistance.

«Tous désirent que soit remaniée la conception de cette alliance. Comme la France, elle, se trouve - c'est une chance - en dehors du commandement intégré de l'Otan, elle dispose d'un petit peu plus de liberté. En use-t-elle comme il convient ? Je ne le crois pas.

«Jusqu'à présent, M. Giscard d'Estaing n'a défini aucune politique qui aurait pu le caractériser. De temps en temps, il se rattrape par une branche à la politique gaulliste qui l'a précédé. Quelquefois, même, je soupçonne comme un sentiment de politique intérieure primant les réalités de politique extérieure, car, après tout, M. Giscard d'Estaing n'était pas, lui non plus, tellement pour la force de frappe française, il n'était pas tellement pour une politique autonome de la France, il n'était pas tellement pour Israël, il n'était pas tellement pour le dernier discours qu'il vient de tenir sur l'autodétermination des Palestiniens. Bref, il s'adapte.

«Je pense que la politique de la France est une politique suiviste et encore d'une façon infidèle. C'est-à-dire que la France, avec M. Giscard d'Estaing n'est pas un partenaire sûr. Et quand on n'est pas un partenaire sûr...»

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : Gérard Colé
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression** : Gaulier-Paris

Elections partielles

CANTONALES

Saint-Etienne - Nord-Est 1 (Loire)
P.s.u : 82 (1,5 %) ; P.c : 1739 (33,5 %) ; **P.s :(Guy Lafaurie) 995 (19,1 %)** ; U.d.f : 2.113 (40,7 %) ; R.p.r : 159 (3,1 %) ; Ext. Droite : 102 (1,9 %).

Barrême - (Alpes-de-Hte-Provence)
P.c : 342 - élu ; **P.s : (Frédéric Barbaroux) 270.**

Hyères (Var)
P.c : 1490 (12 %) ; **P.s : (Jean-François Barrau) 4484 (36,2 %)** ; U.d.f : 4376 (35,4 %) ; R.p.r : 1420 (11,5 %) ; Ext. Droite : 415 (3,3 %) + 175 (1,4 %).

Castelnau-de-Médoc (Gironde)
M.r.g : (André Dartigues) 1175 (17,6 %) ; Div. Gauche : 1924 (29 %) ; Div. Maj. : 2766 (41,7 %) + 622 (9,3 %) ; Div. Droite : 157 (2,3 %).

Laon-Nord (Aisne)
P.s : (Daniel Poulet) réélu.

Courbevoie-Sud (Hauts-de-Seine)
P.c : 2807 (38,3 %) ; **P.s : (Philippe Roche) 897 (12,2 %)** ; Ecolog. : 419 (5,7 %) ; U.d.f : 2838 (38,7 %) ; Div. Droite : 126 (1,7 %) ; Ext. Droite : 230 (3,1 %).

Fontenay-Vincennes-Nord (Val-de-Marne)
P.s : (Gérard Doefpfug) 556 (9,54 %) ; P.c : 2018 (34,66 %) ; Ecolog. : 308 (5,29 %) ; U.d.f : 2532 (43,4 %) ; P.f.n : 115 (1,90 %) ; Gaul. Progr. : 130 (2,23 %).

MUNICIPALES

Floirac (Gironde) : Des deux candidats socialistes, Jean Darriet et Conchita Larovey élus au second tour avec chacun 2.177 voix, contre 435 et 429 voix aux candidats de la majorité.

Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) : Trois conseillers municipaux socialistes élus en remplacement de trois représentants de la majorité décédés. Michel Frossard, Marie-Jo Silanes et Paul Somon entrent donc au Conseil municipal jusqu'ici composé exclusivement d'élus de droite.

Commentaire

A Floirac et à Thonon, les candidats socialistes l'emportent nettement. Du coup, la majorité du Conseil municipal de Floirac est consolidée et à Thonon, pour la première fois les élus socialistes entrent au Conseil municipal.

Le candidat socialiste l'emporte dès le premier tour à Laon, même si on peut penser que la présentation d'un candidat unique dès le premier tour n'a pas permis de faire le plein des voix de gauche.

A Hyères, le P.s passe cette fois devant l'U.d.f, mais sans doute a-t-il bénéficié de la prime aux invalidés.

Cette règle de la prime aux invalidés a un peu aidé le P.c dont les candidats améliorent très légèrement leurs pourcentages à Saint-Etienne dans la Loire, à Barrême dans les Alpes de Haute Provence et à Courbevoie dans les Hauts de Seine. Mais il n'a pas suffit à épargner un recul sensible de la communiste invalidée à Fontenay dans le Val-de-Marne.

En revanche, dans tous ces cas, partout où il partait en seconde position par rapport à l'autre candidat de gauche invalidé, le candidat socialiste cède un peu de terrain, plus nettement toutefois à Courbevoie. Or, dans le même temps il faut constater dimanche une augmentation sensible du nombre des abstentions.

Sans doute faut-il y voir l'effet de la violence de la campagne menée par les organes d'information du Pouvoir contre le Parlement et les partis. C'est aussi un signe que les sections socialistes doivent plus nettement politiser les campagnes, même pour les élections partielles : contre la politique économique du Pouvoir et pour le rassemblement des forces populaires.

C'est ainsi que pourra être assurée une meilleure mobilisation.

Jean Poperen
Secrétaire national aux Elections

QUESTIONS ECRITES

de Pierre LAGORCE

Sur la déception et le désarroi des petites et moyennes entreprises devant la nouvelle taxe professionnelle dont l'augmentation atteint des taux importants qui varient entre 30 et 300 %.

l'entrée en vigueur de cette taxe depuis 1976 peut être considérée à juste titre, par les contraintes qui en résultent, comme un frein économique, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, puisqu'elle pénalise surtout celles qui emploient du personnel. Cet impôt risque, d'autre part, d'être dissuasif pour l'installation des jeunes entreprises s'il ne tient pas suffisamment compte de l'amortissement des sommes investies.

de Claude WILQUIN

sur les demandeurs d'emploi privés de ressources. Certains demandeurs d'emploi, soit parce qu'ils sont au chômage depuis plus d'un an, soit parce qu'ils ne correspondent pas au critère d'attribution de l'aide telle qu'elle est fixée par la loi, sont complètement dépourvus de ressources. Une dernière statistique, en date du mois de mars 1980, fait apparaître que le nombre de demandeurs d'emploi secourus, est d'environ 920 000. Or, le nombre total des personnes privées d'emploi est de l'ordre de 1 500 000.

Quel est le sort réservé à ces 600 000 personnes qui ne sont pas secourues au moyen de l'aide publique ?

de Hubert DUBEDOUT

Sur la situation catastrophique d'un certain nombre de femmes à la suite de leur divorce dans le cas où elles n'étaient pas salariées.

Une disposition de la loi de 1975 sur le divorce stipule que, dans le cas de divorce pour rupture de la vie commune, le conjoint défendeur divorcé et non assuré conserve sans limitation de durée tous les droits de prestations en nature qu'il tenait de son ancien conjoint assuré. L'ex-conjoint assuré est alors tenu de verser une cotisation forfaitaire pour couvrir les dépenses du conjoint non assuré mais si les ressources de l'assuré ne lui permettent pas de verser cette cotisation, celle-ci sera prise en charge par le service départemental d'aide sociale.

SECURITE SOCIALE
Campagne d'information et de mobilisation

« Le démantèlement de la Sécurité sociale est en bonne voie : chaque semaine apporte - de la part du gouvernement - son lot de mesures contribuant à détruire peu à peu le système de protection sociale des français » a déclaré François Autain, député de Loire Atlantique et délégué national à la santé. Et d'énumérer « la taxation des retraites, la réduction des prestations sociales accordées aux chômeurs, la suppression de 5 à 10 000 lits d'hôpitaux pour la seule année 80, l'instauration du ticket modérateur, etc. »

« La proposition de loi Berger donne une image de ce que pourrait être notre système de protection sociale si le gouvernement parvenait à ses fins lors de la session parlementaire en cours : une Sécurité sociale ramenée au niveau d'une simple assurance privée, faisant fi du principe de solidarité » poursuit le responsable du P.s qui annonce que le « parti socialiste a lancé une grande campagne d'information et de mobilisation pour faire échec à la politique du pouvoir. Au cours de la journée du 21 avril prochain, les socialistes présenteront un bilan de l'état du système de protection sociale dans les départements et développeront leurs propres propositions ».

Conférence de presse mardi 29 avril à 10 h 30 au 7 bis, Place du Palais Bourbon avec Pierre Beregovoy, secrétaire National et François Autain délégué national à la santé.

TUNISIE

Lionel Jospin, Secrétaire national aux Relations internationales du Parti socialiste, oppose le démenti le plus formel à l'affirmation de l'éditorial de *l'Humanité* du 18 avril 1980, selon laquelle le Parti Destourien (de Tunisie) serait membre de l'Internationale socialiste. Seul l'esprit partisan le plus étroit peut expliquer qu'ait été à nouveau reprise avec tant de légèreté cette information mensongère, pourtant déjà démentie de nombreuses fois dans le passé.

AMENAGEMENT DE LA LOIRE

A l'occasion de la présentation du rapport sur l'aménagement de la Loire par le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, une réunion de travail destinée à préciser les positions socialistes en ce domaine aura lieu le jeudi 24 avril, de 10 heures à 13 heures à la mairie de Briare, dans le Loiret.

A la suite de ces travaux, une conférence de presse sera organisée à 15 h 30 à la mairie.

Abonnez-vous à RIPOSTE

TELE-P.S.

ON POURRA AFFIRMER QUE LES CENTRALES NUCLEAIRES NE SONT PAS DANGEREUSES LORSQU'ON ENVISAGERA DE LES CONSTRUIRE A LA DEFENSE. SITUATION D'AUTANT PLUS LOGIQUE QUE LA, ELLES NE DEPARERONT PAS LE PAYSAGE - Charles JOSSELIN -

Commerce extérieur

La facture pétrolière a bon dos

Le pétrole à tout faire. A en croire le discours des gouvernants français si tout va mal, une seule cause : l'enchèrissement du pétrole. L'inflation à deux chiffres, c'est le pétrole. Le chômage, c'est la crise économique, donc le pétrole. Le déficit du commerce extérieur, c'est la facture pétrolière.

Démonstrations évidemment partielles puisque sur les 13 % de hausse annuelle des prix (dernier chiffre connu) le poids, direct et indirect, de l'énergie n'en explique que 3 % au plus. Puisque le chômage tient d'abord à la restructuration du capitalisme français. Puisque cette fameuse facture pétrolière n'est qu'un des éléments qui creusent le déficit commercial.

Attardons-nous sur ce dernier point qui est le plus récent : les résultats du Commerce extérieur, divulgués comme par hasard en catimini à la veille du week-end : 5,849 milliards de déficit en mars, 14,7 milliards pour le 1er trimestre.

Notons au passage que, pour le coup, le ministre du Commerce extérieur Deniau, ne s'occupe que des chiffres corrigés des variations saisonnières. Ce n'est pas nous qui l'en blâmerons puisqu'ils sont plus significatifs pour juger de la tendance - même s'ils se révèlent moins désastreux que les chiffres bruts (6,4 milliards de déficit en mars et 18,3 milliards pour le trimestre).

Mais cela ne manque pas de saveur alors que Mattéoli, quelques jours plus tôt se servant uniquement des chiffres bruts pour commenter favorablement les statistiques de l'emploi. Un peu de cohérence, messieurs, sinon les Français vont finir par s'apercevoir que vous vous moquez d'eux !

Alllons au fond. L'augmentation de la facture pétrolière n'est pas contestable : + 12,7 % depuis janvier, 12,9 % en mars pour le prix de la tonne importée, la remontée du dollar ayant pesé à hauteur de 7 % pour ce mois. De surcroît, en mars, le volume des importations pétrolières a augmenté de 7,6 % - par rapport à février - essentiellement pour reconstituer les stocks.

Pour autant, ce supplément peu ou prou obligatoire, d'importations vient se greffer sur un Commerce extérieur fondamentalement malsain. Les achats de biens de consommation étrangers ont augmenté de 35 % en un an, ceux de biens d'équipement de 21 %. Au point que Deniau en vient à y voir «la confirmation de la reprise de l'investissement en France».

Cette flambée d'importations qui n'ont rien d'obligatoires traduit une nouvelle fois la mauvaise adaptation de l'appareil productif français : tout effort de relance de l'activité creuse le déficit. Donc, la seule façon de le combler revient à ralentir l'activité et à augmenter le chômage.

Défaut structurel au moins aussi grave dans la répartition géographique de nos échanges : en trois mois le déficit avec la C.e.e s'élève à 6 milliards (dont 4 vis-à-vis de l'Allemagne), celui avec les Etats-Unis à 6,3 milliards. Mis à part avec la Suisse, l'Italie et la Grande Bretagne, la France est lourdement déficitaire dans ses échanges avec les pays développés.

Le pétrole n'est pour rien dans ces faiblesses. Celles-ci sont d'autant plus graves et engagent d'autant plus la responsabilité de l'équipe au pouvoir qu'elles sont anciennes. Le Parti socialiste, notamment dénonce la vulnérabilité extérieure de l'économie française depuis au moins 1974.

Mais pour Giscard et ses hommes, l'irresponsabilité semble être devenue une méthode de gouvernement. Ils se cachent derrière le pétrole comme d'autres derrière leur petit doigt.

Social : E.d.f, Sécu, métro, enseignement

Une semaine de grèves

Une semaine de grèves «dans le désordre» précédant un premier mai dans la désunion .

Jeudi, journée de grèves interprofessionnelles à l'appel de la seule C.g.t.

Jeudi également, début des grèves tournantes E.d.f-G.d.f, où C.g.t et C.f.dt se retrouveront au coude à coude. Début également des deux journées de grève dans l'enseignement.

Vendredi, les employés de la Sécurité sociale sont de nouveau appelés à cesser le travail à l'appel de F.o. Entretien du métro parisien : les négociations interrompues vendredi devaient reprendre lundi matin, la grève des nettoyeurs se poursuivant (cf. *Riposte* de samedi).

C'est dans l'enseignement que le mouvement social devrait connaître le plus d'ampleur, l'ensemble des organisations syndicales appelant leurs adhérents à protester contre la politique du ministre Beullac et en particulier contre les suppressions de classes.

Voici plusieurs années qu'on n'avait vu en France professeurs et instituteurs cesser le travail pendant deux jours sur l'ensemble du territoire. Les parents d'élèves s'y associeront, à l'appel de la Fédération Cornec qui organise le 26 avril une journée «écoles désertes».

Parlez de «Riposte» autour de vous
Faites abonner les militants

Fonction publique

Nouvelle offensive

Après la présentation, fin 1979, du rapport du député U.d.f Longuet préconisant la nécessité de réduire les effectifs des titulaires de la Fonction Publique à 400 000 agents statutaires, après la rédaction d'une note de Raymond Barre, Premier ministre, en date du 27 février 1980 recommandant une baisse de 20 % des autorisations de programmes civils (dans le cadre de la préparation du budget 1981) et suggérant impérativement à chaque département ministériel « la préparation de diminution des dépenses et d'effectifs », les chiffres (récemment communiqués par l'Insee) confirment la tendance observée depuis plusieurs mois : la perte du pouvoir d'achat et la dégradation d'une situation salariale des fonctionnaires.

A cet égard, il faut mentionner que toutes les catégories de fonctionnaires sont concernées par cette baisse générale du pouvoir d'achat de l'ordre de 1,3 % : le constat est irréfutable.

La démarche du gouvernement est appuyé par la majorité parlementaire, pour une fois unanime : les récentes déclarations accordées au journal *le Monde* par le président du R.p.r témoignent d'une authentique convergence d'objectif dans ce domaine.

Les nombreuses campagnes de dénigrement, orchestrées par les médias à l'instigation des membres influents du gouvernement, contre les agents de l'Etat préparaient la situation.

Politique malthusienne

Il s'agit pour le pouvoir en place, de revenir sur le rôle d'entraînement social assigné, depuis la Libération au Secteur public et plus particulièrement à la Fonction publique en une période où pouvoir politique et patronat entendent peser sur l'ensemble des salariés par l'extension du chômage et de développement d'une conception fataliste de la gestion de l'Economie.

Il importe également pour la droite, au nom de la facilité et de l'électoralisme, de satisfaire les penchants démagogiques et poujadistes d'une partie de sa clientèle, au moment où pourtant seule une action organisatrice et planificatrice de la puissance publique peut assurer l'indispensable redressement économique.

Les socialistes, pour leur part, à l'écoute des préoccupations légitimes des fonctionnaires, mais également soucieux de l'intérêt général, n'acceptent pas le développement d'une politique systématiquement malthusienne dans la fonction publique, tournant le dos aux exigences de redressement économique et de progrès social.

Ils refusent l'utilisation de l'alibi du déficit budgétaire lié à la gestion économique du gouvernement, pour perpétuer une politique d'austérité, elle-même directement à l'origine de l'accroissemnet du volume des dépenses de l'Etat.

Ils dénoncent, enfin la campagne d'opinion visant à faire des fonctionnaires les boucs-émissaires responsables d'une politique qu'ils ne peuvent qu'appliquer.

Michel Charzat et Catherine Lalumière

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.